

Tribune politique de Raymond Thevenin: le marché commun, l'Europe et de Gaulle (RTL, 23 octobre 1964)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Tribune Thevenin: le MC, l'Europe et De Gaulle / RAYMOND THEVENIN, Georges Broussine.- Paris: RTL [Prod.], 23.10.1964. RTL, Paris. - SON (00:11:59, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL:

http://www.cvce.eu/obj/tribune_politique_de_raymond_thevenin_le_marche_commun_l_europe_et_de_gaulle_rtl_23_octobre_1964-fr-a0165c50-36b8-474e-997b-0130ea1356ba.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

Tribune politique de Raymond Thevenin: le marché commun, l'Europe et de Gaulle (RTL, 23 octobre 1964)

Et bien, j'ai aujourd'hui autour de moi ce soir Georges Broussine de « La Nation », Jean Ferniot de « L'Express » et Pierre-René Wolf de « Paris-Normandie ». Messieurs, nous pourrions parler ce soir de ce qu'on a appelé le coup de poing sur la table du général de Gaulle à propos de l'Europe des Six. Est-ce un avertissement, est-ce un ultimatum, on peut en discuter. Il semble que les choses s'arrangent un peu. Pierre-René Wolf.

Et bien, quand on parle de l'Europe, et c'est bien le destin de l'Europe qui se joue en ce moment, il ne faut jamais oublier ce fait : l'Europe a été une foi. Une foi qui permettait d'adapter par des sacrifices les intérêts particuliers. De maintenant, l'Europe est devenue autre chose qu'une foi et l'Europe des patries est devenue l'Europe des intérêts. Et c'était fatal. Dès que la notion « patrie », « nation » intervient, la notion « intérêt particulier » vient aussitôt après.

Georges Broussine.

Autrement dit, Monsieur Wolf, vous considérez que si le général de Gaulle par exemple ou si la France avait accepté la thèse de ce qu'on appelle les intégrationnistes, les Allemands auraient accepté d'emblée la fixation d'un prix agricole commun, sacrifiant ainsi leurs agriculteurs ? Vous estimez que toutes les difficultés qui existent aujourd'hui à Bruxelles auraient été surmontées, à condition simplement qu'on accepte le mot intégration ?

Voulez-vous me permettre...

Monsieur Wolf.

Voulez-vous me permettre de vous dire que ces mêmes difficultés se sont présentées pour l'industrie ? Et comme le climat était haut, il y a eu une bonne volonté pour les surmonter. Je ne dis pas qu'il n'y ait pas de différence importante dans la conception du Marché commun agricole, mais je dis que lorsqu'on est poussé par un désir d'aboutir à une unité politique, on fait plus facilement l'unité économique, et les faits le prouvent.

Jean Ferniot.

Je voudrais ajouter une chose, c'est que la politique du général de Gaulle consiste, d'une part, à se différencier des États-Unis sur le plan diplomatique et sur le plan stratégique et, d'autre part, à proposer aux partenaires européens une Europe des patries. Cette double politique me paraît irréaliste en dépit de cette qualité de réalisme que nous reconnaissons tous d'ordinaire au chef de l'État, car se séparer des États-Unis sur le plan de la diplomatie et être obligé d'en passer par l'implantation d'industries américaines en Europe et en particulier en France, laisser l'affaire Bull par exemple aux mains de la General Electric, c'est la preuve que sur le plan le plus important, qui est celui des rapports économiques entre les nations, la France perd peu à peu son indépendance. La conséquence de cet état de choses est que les autres États européens en font autant, alors que, et je reprends là l'idée de Pierre-René Wolf tout à l'heure, si l'on propose aux partenaires européens autre chose que le nationalisme, si en quelque sorte on consent à abandonner son propre nationalisme pour obtenir que les partenaires en fassent autant, on peut envisager une Europe intégrée et capable de résister aux entreprises américaines. L'Europe des patries ne le permet pas, car c'est en effet l'Europe des intérêts.

Broussine.

Et bien, moi, je veux dire que je crois que vous situez le débat sur un plan qui n'est pas le plan sur lequel on doit le situer.

Et bien, situez-le sur le vôtre !

Lorsque monsieur Wolf nous dit qu'après tout, du temps où cette foi en une Europe intégrée – parce que pour monsieur Wolf, semble-t-il, l'Europe intégrée, c'est l'Europe, alors que l'Europe des patries, ça n'est pas l'Europe – et là alors je conteste cette conception parce que je considère, comme Robert Schuman d'ailleurs, le père de l'Europe, que l'Europe peut se construire pierre à pierre. Et qu'il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs, qu'il faut apprendre à travailler ensemble.

Des pierres collectives mais pas des pierres nationales.

...et qu'on ne peut apprendre à travailler ensemble qu'en travaillant ensemble et avec les réalités qui sont les seules aujourd'hui existantes et qui sont les réalités nationales. Et demain peut-être si, en travaillant ensemble, et si ces réalités nationales se conjuguent d'une façon plus égale, alors on pourra passer à un stade ultérieur. D'ailleurs, c'est un ministre français, peut-être même le Premier ministre ou le ministre des Affaires étrangères, qui a dit, une fédération, c'est une confédération qui réussit. Autrement dit, l'Europe, l'Europe-nation, c'est une Europe des États qui a réussi. Mais je voudrais revenir juste à un point, et je ne veux pas être trop long, mon cher Thévenin, je sais que toujours on me reproche de parler trop longuement ici, mais je vais être très bref aujourd'hui.

Abrégez, abrégez !

Je voudrais simplement dire ceci, c'est que lorsque monsieur Wolf nous dit, on a fait des sacrifices lorsqu'il s'agissait du Marché commun industriel. Qui a fait des sacrifices ? La France.

Non !

Or, aujourd'hui...

Pas seulement !

...or, aujourd'hui il s'agit de faire des sacrifices et c'est la France qui est demandeur. Et il est bien évident qu'il ne peut pas y avoir d'Europe intégrée ou pas intégrée ou de quelque nature que vous vouliez, si cette Europe ne mange pas les produits de son sol en priorité, c'est-à-dire s'il n'y a pas d'Europe agricole. C'est un fait.

Pierre-René Wolf.

Nous sommes tout à fait d'accord qu'il faut une Europe agricole et qu'elle est nécessaire à la France. Je dis simplement qu'on n'a rien fait pour mener bien le combat. Vous dites, on peut construire pierre à pierre... à condition qu'il y ait du ciment. Or, c'est justement ce ciment qui fait défaut maintenant. Comme me le disait Ferniot tout à l'heure, nous parlons beaucoup de notre indépendance. La base de l'indépendance, c'est l'indépendance économique. Il n'y a qu'à voir la carence actuelle des brevets et des licences en France, la façon dont nous sommes petit à petit obligés de travailler sur fonds américains, pour savoir que l'indépendance économique, nous sommes en train de la perdre. Maintenant je voudrais pousser plus loin. Lorsqu'on veut faire l'Europe et reprendre le départ de ce que disait Ferniot, il est bien certain que nous avons fait un traité franco-allemand qui, dans l'esprit de ses promoteurs, devait servir de nouvelle base à l'Europe, une Europe franco-allemande. C'était déjà peut-être une erreur, mais la nécessité de concrétiser l'amitié franco-allemande le permettait peut-être. Mais que voyons-nous, que s'est-il passé ? Sur le plan de l'Otan et de l'union atlantique, il y a désaccord total franco-allemand, et ça n'est pas l'adoption de la force multilatérale par l'Allemagne qui raccommoiera les choses. Sur le plan du Marché agricole, il est évident que maintenant l'Allemagne qui autrefois grâce à Schuman et les autres était cernée, si j'ose dire, dont la renaissance s'était faite dans un cadre européen, l'Allemagne a été délivrée de ce cadre et maintenant le Marché commun économique l'intéresse beaucoup moins qu'un marché mondial. Si bien, mais oui – et je ne dis pas du tout que l'Allemagne au quart d'heures de Rabelais ne paie pas, mais ne paie pas parce qu'on lui a donné la possibilité de ne pas payer – si bien qu'actuellement nous avons la chute du Marché commun, la possible chute du Marché commun, la chute à peu près certaine des conditions présentes de l'Otan. Et

demain vous aurez une alliance anglo-américano-allemande, l'Allemagne ayant choisi les États-Unis et les États-Unis ayant choisi l'Allemagne comme l'allié le plus solide en Europe.

Voilà...

Broussine.

Voilà beaucoup de problèmes évoqués en peu de mots et sur lesquels il est bien difficile de revenir et que, je dois dire, qui me paraissent dans leur analyse, si vous voulez, assez contestables. Je vous le dirai. Mais je vous poserai simplement une question. Je vous dirai, cette Europe, qu'elle soit intégrée ou pas intégrée, croyez-vous qu'elle doive être indépendante et croyez-vous aujourd'hui que tous nos partenaires veulent cette Europe indépendante ? Que nous nous voulons grâce à la constitution d'un Marché commun économique, d'un Marché commun agricole, et le tout couronné par une union politique ?

Mais écoutez, mon cher Broussine...

Ferniot.

...nous en revenons toujours au même point, car finalement c'est un problème de confiance. Nous en avons discuté tout à l'heure...

Vous, vous ne faites pas confiance au général de Gaulle !

Mais laissez-moi finir...

...il y a des faits tout de même !

Ferniot.

...je suis resté bien tranquille pendant que vous interveniez, laissez-moi le faire à mon tour. La France n'a pas son indépendance économique à l'égard des États-Unis aujourd'hui, et elle l'aura de moins en moins. Nous le savons bien et nous le voyons tous les jours. L'Allemagne non plus ! C'est un problème de confiance entre les six pays de l'Europe. L'idéal, c'est effectivement de permettre à cette Europe d'être indépendante des deux autres blocs. Nous le savons tous. Ce qui est difficile, c'est de demander à un pays d'abandonner les avantages que sa situation lui apporte sur le plan mondial, du point de vue économique, sans faire un effort analogue. C'est-à-dire que nous réunissons autour d'une table des représentants d'États, et donc des représentants d'intérêts, alors que l'Europe intégrée – peut-être est-ce une utopie maintenant, peut-être a-t-on tout démolé depuis quelques années – mais au moins l'Europe intégrée permettait à chacun d'être à égalité et d'abandonner ses prétentions pour travailler en commun. Voilà ce que je veux dire.

Je dois dire...

Georges Broussine.

...et je voudrais juste ajouter un mot et je ne dirai ensuite plus rien.

Mais pourquoi, mon cher ami ?

C'est que vous me paraissez beaucoup plus sévère...

Vous êtes vexé ?

Non, je vous en prie, mais j'ai toujours peur d'abuser du micro.

Mais pas du tout, voyons.

Et bien, je dois dire que mes confrères sont infiniment plus sévères en ce qui concerne la position de la France que tous les étrangers, surtout que tous nos partenaires européens. Monsieur Spaak a déclaré que la France, que la position de la France, était juste. La commission du Marché commun...

Ah !

...dans l'affaire actuelle ?

Oui.

Ah oui, d'accord...

Oui, mais c'est celle qui compte après tout, c'est celle dont nous parlons.

Non, pas du tout.

Ah ?

Nous parlons de l'Europe, or Monsieur Spaak...

...je croyais que c'était le sujet, d'après ce qu'a dit Raymond Thévenin.

Oui, mais enfin monsieur Wolf a élargi un peu le sujet, c'est vrai.

Mais alors, je voudrais revenir au sujet particulier et je veux dire que monsieur Spaak est d'accord avec la position adoptée par la France. La commission du Marché commun est d'accord avec la position adoptée par la France et monsieur Sicco Mansholt, vice-président de la Commission du Marché commun, a dit que si on n'arrivait pas à fixer un prix agricole commun pour les céréales avant la fin de l'année, on se trouverait dans une impasse politique. Et enfin, le Parlement européen de Strasbourg a voté à l'unanimité, moins trois voix, Monsieur Wolf, moins trois voix, hier une résolution approuvant les décisions de la France et demandant la fixation d'un prix commun des céréales. Alors, pourquoi faites-vous le procès de la France aujourd'hui et de la politique européenne du général de Gaulle...

Pas sur ce point !

...alors qu'il semble qu'en Europe un courant quasi unanime se dégage en faveur justement de cette politique.

Pierre-René Wolf.

Nous n'avons jamais dit et nous ne dirons jamais qu'il ne faut pas le Marché commun agricole, nous le réclamons. Nous disons que la France est bonne...la position de la France est bonne, comme monsieur Spaak le dit, lorsque la France réclame que l'Allemagne vienne à payer son dû. Mais, nous disons et nous répétons que, avec monsieur Spaak, avec le Parlement européen, qu'il faut pour ça aller vers l'unité politique et qu'en cassant l'espoir de l'unité politique, on a rendu plus difficile des problèmes nécessaires.

Messieurs, je vous remercie. Il est certain que nous avons un peu élargi le débat et que le délai qui nous est imparti ici est trop court pour discuter tout le problème de l'Europe. Je vous remercie. Je rappelle à nos auditeurs qu'autour de ce micro j'avais ce soir messieurs Georges Broussine de « La Nation », Jean Ferniot de « L'Express » et Pierre-René Wolf de « Paris-Normandie ».